

Mesdames et Messieurs,

Au nom du Président de la Commission européenne, Monsieur José Manuel Barroso et en mon nom, je tiens en premier lieu à féliciter et à remercier la FAO pour l'organisation de cette conférence, une initiative qui vient à point nommé pour permettre à la communauté internationale de **réfléchir collectivement** à la meilleure façon de répondre à la problématique de la hausse du prix des produits alimentaires de base.

Cette hausse de prix frappe les populations les plus démunies dans toutes nos sociétés, mais ce qui est un problème de pouvoir d'achat pour les uns est une question de survie pour d'autres.

Quand vous vivez avec moins d'un dollar par jour et que vous consacrez l'essentiel de vos revenus à l'alimentation, des hausses de prix telles que nous les observons aujourd'hui sont tout simplement **insupportables**.

L'absence de réponse appropriée et rapide à l'insécurité alimentaire mènera tôt ou tard à l'insécurité tout court.

Et aura, par un effet de cascade, un impact indéniable sur notre marche vers l'ensemble des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Certes, cette situation est inacceptable, mais il ne faut **pas céder à la panique**. Les moyens humains, techniques et

financiers existent pour assurer une réponse à la crise actuelle, à condition que l'engagement politique de la communauté internationale soit réel et suivi d'actes concrets.

Ne pas céder à la panique, cela veut dire ne pas céder à la tentation des solutions à **court terme**.

Il est bien évidemment nécessaire de répondre aux besoins alimentaires des populations qui se trouvent dans une véritable détresse humanitaire. Et c'est ce que la Commission européenne fait et continuera de faire (550 millions d'euros ont déjà été mobilisés).

Mais l'aide alimentaire d'urgence a ses limites.

C'est un outil d'urgence, à vocation temporaire qui ne peut répondre durablement aux objectifs de sécurité alimentaire. Pour une raison simple : cette politique n'apporte aucune réponse aux causes structurelles et chroniques de ce problème.

Par ailleurs, elle génère souvent des phénomènes pervers de dépendance ou de perturbation des marchés, avec pour effet d'annihiler les incitations au développement agricole dans les pays bénéficiaires de l'aide.

Je suis donc convaincu que cette aide d'urgence doit être limitée dans le temps, et qu'il faut engager des dynamiques volontaristes pour assurer une transition rapide vers des mécanismes de sécurité alimentaire de nature structurelle.

Traiter de la sécurité alimentaire sur le moyen et le long terme revient prioritairement à traiter de la question de l'agriculture.

Après des années de sous-investissements – voire de désintérêt – dans le secteur du développement rural, nous assistons à un retour de l'agriculture sur le devant de la scène.

Ce retour de l'agriculture sur le devant de la scène n'est **pas quelque chose de nouveau pour la Commission européenne.**

Bien avant d'autres acteurs internationaux, nous avons été proactifs dans ce domaine, tant quantitativement que qualitativement.

- **Quantitativement**, lors de la programmation du 10^{ème} Fonds européen de développement, nous avons fait en sorte que le secteur du développement rural dans son ensemble bénéficie d'un doublement des montants (650 M€ sous le 9^{ème} FED – 1,2 milliard d'euros sous le 10^{ème} FED).

Et cela n'a pas toujours été facile ; nous avons dû plaider auprès de nos partenaires qu'il a fallu convaincre de s'engager davantage dans ce secteur.

Il faut ajouter à ceci l'assistance apportée dans le cadre de notre programme thématique "sécurité alimentaire" et des mesures d'accompagnement

sucre, ces deux instruments permettant d'allouer un milliard et demi d'euros supplémentaires en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans des pays africains d'ici 2013.

- **Qualitativement**, nous avons revu nos propres programmes en fonction de ceux de l'Union africaine, en proposant d'aligner l'assistance européenne sur le "Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique" piloté par le NEPAD et l'Union africaine.

1/ Mais attention...

Quand on parle d'agriculture, il ne faut **pas faire l'erreur de se limiter à la question de la production "brute"**.

Il faut évidemment renforcer la production agricole afin d'équilibrer l'offre et la demande qui ne cessera de s'accroître.

L'Afrique est la seule région du monde où la production alimentaire moyenne par habitant ne cesse de décliner depuis 40 ans. Or, il y a à peine 50 ans, l'Afrique était un continent agricole en situation excédentaire.

Mais... le secteur agricole ne se reformera pas du jour au lendemain; la production ne doublera pas en un ou deux ans.

L'agriculture est un secteur très compliqué.

De nombreux acteurs (souvent peu ou mal organisés) interagissent tant bien que mal au sein d'environnements économiques ou politiques complexes et fragiles – et avec souvent une répartition des rôles peu claire entre les gouvernements et les acteurs du secteur privé.

Des questions comme :

- L'organisation de la filière de production et de commercialisation
- L'accès aux terres
- L'accès aux intrants et aux semences
- La garantie des prix
- Les transferts technologiques
- Les infrastructures de désenclavement
- Le prix de l'énergie et du transport
- Les effets du changement climatique
- L'aménagement du territoire

sont autant de vecteurs qui interagissent et qui déterminent la capacité pour les pays pauvres de résoudre cette question existentielle, au sens propre et figuré.

On ne pourra pas non plus faire l'économie d'une clarification d'un certain nombre de débats comme l'opportunité et les conditions dans lesquelles il est bon de promouvoir les biocarburants. De même, il faudra sortir du blocage idéologique qui concerne les OGM.

2/ Quand on parle d'agriculture, c'est de la question de la création et de l'organisation des marchés agricoles locaux et régionaux dont on parle.

Approximativement un tiers des pénuries alimentaires du monde pourrait être significativement allégé en améliorant les réseaux de distribution agricoles locaux et en aidant à relier mieux les petits agriculteurs aux marchés.

L'intégration régionale est un élément indispensable dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Elle est par exemple un élément clé pour jouer sur les complémentarités entre les zones côtières et les régions sahéliennes.

Elle est aussi un élément clé pour la question du suivi de la malnutrition – je pense ici à la crise alimentaire au Niger en 2005 qui n'était pas uniquement due à un problème de mauvaise récolte mais aussi à une question de pouvoir d'achat insuffisant et de persistance de poches de malnutrition ; je pense aussi au Kenya en 2006 : bumper harvest à l'ouest du pays et famine au Nord-Est.

Les mesures d'accompagnement que l'Europe mettra en place pourraient couvrir la mise en place de dispositifs d'atténuation des effets de la volatilité des prix sur les filières; la mise en place de fonds de calamité, de fonds

d'intervention et de stocks de sécurité; le renforcement des systèmes d'alerte précoce et des systèmes d'information sur les marchés, ou encore la création de fonds de lissage pour les filières d'exportation comme celui développé sur la filière coton.

<p>3/ Quand on parle d'agriculture, on parle enfin du renforcement de la gouvernance alimentaire mondiale.</p>

Non pas en créant de nouveaux groupes de travail, de nouvelles organisations ou de nouveaux fonds, mais en clarifiant et en renforçant le mandat des organisations existantes.

Je pense notamment à la FAO qui doit (re-)devenir une agence phare et jouer un rôle de premier plan tant face aux anciens défis (réduction de la faim, lutte contre la pauvreté) que face aux nouveaux défis (globalisation, lutte contre le changement climatique).

Une meilleure gouvernance mondiale, c'est aussi une meilleure coordination entre les bailleurs de fonds.

La Commission considère que la réponse de l'Union devra bien évidemment être aussi alignée avec des initiatives plus larges telles que celle lancée par le Secrétaire Général des Nations Unies (CFA-Comprehensive Framework for Action) et le récent appel de la FAO pour une initiative globale (ISFP- Initiative for Soaring Food Prices).

X X X

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'habitude de dire que ce n'est pas l'impossible qui désespère, mais le possible non atteint.

Sur le sujet qui nous occupe, je dirais que c'est d'autant plus vrai.

Garantir à chaque être humain une alimentation adéquate et régulière ne constitue pas seulement un impératif moral : c'est l'accomplissement d'un droit humain fondamental. Qu'y a-t-il de plus choquant que de voir ce droit élémentaire bafoué alors que le monde moderne a les moyens pour le réaliser ?

Je voudrais conclure avec un message du Président Barroso: Le monde peut compter sur l'Europe pour faire face à ce défi commun que représente l'entrecroisement entre les questions de sécurité alimentaire, de l'énergie et du changement climatique. Nous sommes aux côtés des populations les plus démunies, non seulement sur le court terme, mais sur la durée. Ce n'est qu'en agissant ensemble, en partenariat entre pays industrialisés, pays en développement et organisations internationales, que nous pourrions fournir une réponse à la hauteur des défis.